

DU DIAGNOSTIC À L'ACTION

Jeunes en première ligne

*par Claude Royon **

Des jeunes peuvent eux-mêmes être à l'origine d'un diagnostic, puis conduire des actions face aux défis repérés sur le territoire.

Tout commence en 1996, lors d'une réunion cantonale de la Mutualité Sociale Agricole (MSA) des Pyrénées-Atlantiques, à Tardets, dans la Vallée de la Soule, au Pays Basque. Les délégués cantonaux font part de leurs inquiétudes quant à l'avenir des jeunes et du territoire (1). Avec le soutien de la direction départementale, ils mettent en place un groupe de jeunes.

La force de la sollicitation

La présidente cantonale et l'assistante sociale partagent la même préoccupation : « que ce soient les jeunes eux-mêmes qui imaginent leur projet ». Puisque les étudiants ne reviennent pas vivre dans la Vallée, elles en contactent quatre. « Nous partions le lundi en fac et revenions le vendredi soir, se souvient Hélène. Nous étions tous enfants d'agriculteurs et faisons partie d'associations culturelles ou sportives... Jusque-là, personne ne nous avait donné l'espoir de pouvoir travailler dans la Vallée. »

Deux questions sont posées au groupe : comme étudiants, quelle place ont-ils sur le territoire ? quelle idée se font-ils de son avenir ? À 18-20 ans, ils sont loin de s'être posé ces questions et ont une vision plutôt négative des potentialités du canton. Pourtant, régulièrement soutenu par la présidente et l'assistante sociale, le groupe se mobilise. « Nous nous retrouvions le samedi matin, raconte Hélène ; au début, les échanges partaient dans tous les sens. » Le groupe se documente et découvre une étude qui prévoit que moins de cent jeunes resteront sur la Vallée en 2010. La réaction est violente : « Ce n'est pas possible ! S'il y a une chance de travail, nous restons ! »

Au départ, ces quatre, puis six, jeunes ignorent tout des projets de développement existants (2) « Il ne fallait pas que ce soient nos parents qui nous sollicitent, précise Hélène, ni d'ailleurs des élus d'un bord ou d'un autre... La neutralité du soutien de la MSA nous a beaucoup aidés. » Hélène souligne aussi l'importance de l'accompagnement des deux adultes, efficace (3) mais discret tout au long de la démarche : « On nous a écoutés... Jamais nous ne nous sommes sentis influencés. Nous avons souvent mis en avant des idées irréalisables. Mais c'est par nous-mêmes que nous nous en sommes rendu compte. »

*** Economie
& Humanisme.**

(1) Une population vieillissante, un exode massif des jeunes, un potentiel d'emplois réduit...

(2) Pourtant leurs parents ont tous été, et continuent d'être, acteurs de développement local.

(3) Les comptes-rendus des réunions, l'apport de documentation, etc.



Un long diagnostic avant l'action

Le groupe met longtemps pour faire un diagnostic : deux ans avant d'écrire un projet. La première démarche est une enquête sur la situation des jeunes, auprès des secrétaires de mairie, des jeunes eux-mêmes... Le groupe recueille beaucoup d'informations, découvre des études réalisées. Ce n'est qu'au bout d'un long diagnostic qu'il passe à des propositions plus concrètes (4).

Le diagnostic fait par le groupe met en évidence le manque d'emplois sur la Vallée. Les filles notamment ne reviennent pas ; l'urgence est donc de connaître les potentialités du territoire pour pouvoir rester. Pour certains garçons, réticents au contraire à quitter la vallée, la formation est insuffisante et les entrepreneurs locaux soulignent la nécessité de partir en formation pour revenir plus qualifiés. Autre constat, la difficulté, au bar ou dans les bals, à dialoguer avec les autres jeunes sur le diagnostic et les projets. Il faut donc un local pour se réunir. Au moment de rechercher des financements, le groupe se transforme en une association, Azia, qui est créée en janvier 1998.

Comment conduire les actions qui émergent du diagnostic ? La MSA soutient la recherche d'un cadre où les axes issus du diagnostic puissent s'élaborer. Un premier projet européen Leonardo Da Vinci est déposé et rejeté (5). Le deuxième programme « Graines d'entrepreneurs » est accepté en 1999. Par le biais de formations, par la mise en place d'un pôle d'échanges entre jeunes et avec les partenaires, par la création d'un outil d'épargne solidaire, il permet à des jeunes de créer leur entreprise. Près de 200 jeunes participent aux actions menées par Azia. Six entreprises sont créées avec 10 emplois de jeunes. Les élus changent complètement de regard sur les jeunes. 96 personnes cotisent au Comité d'Épargne pour les jeunes (15,24 € par mois, pendant un an) qui, encadré par un solide comité technique, peut faire des prêts sans intérêt aux créateurs d'entreprise. Un local équipé, relais des jeunes et des partenaires, est ouvert sur le territoire (6). Les projets en cours sont nombreux (7). Surtout, Azia, a fait des émules.

D'une vallée à l'autre

Pour Marion, de la vallée d'Aspe, le modèle Azia a beaucoup compté. En études de développement local, elle sollicite des jeunes de différents profils (8). Pour tous, la préoccupation est identique : l'avenir des jeunes de la Vallée. « Le but de départ était de maintenir les jeunes sur la vallée, ou de les inciter à venir ou à revenir. » Une visite à Tardets incite à faire un premier diagnostic, et à s'appuyer sur la MSA. Le groupe de sept jeunes s'est constitué en association, « Saï » (9), en mai 2002.

(4) Le premier besoin apparu, et auquel il semble possible de répondre, est celui des étudiants qui cherchent des emplois saisonniers pendant les vacances. Les jeunes recueillent les offres d'emploi pour l'été et les affichent : « C'était le moyen de nous faire connaître des entreprises et des autres jeunes. » Une action qui marche.

(5) Mais la Commission européenne encourage à le travailler et une personne se déplace deux fois à Tardets.

(6) Le salarié récemment recruté par Azia, qui compte maintenant 60 adhérents, vient de l'Ariège. Il est impressionné par ce qui a été fait : « Je n'aurais pas imaginé que ce soit possible. »

(7) Notamment diverses initiatives pour favoriser des échanges de jeunes entre la Soule et l'étranger. Azia a déjà créé une base de données recensant les jeunes souletins expatriés afin de leur permettre, s'ils le souhaitent, de revenir vivre et travailler dans la vallée.

(8) Originaires de la vallée, partis et revenus, nouveaux venus de l'extérieur ; la vallée est marquée par des conflits entre autochtones et nouveaux venus fort divers.

(9) Expression employée par les bergers béarnais pour rassembler leur troupeau.

ACCOMPAGNER LES PROJETS DES JEUNES EN MILIEU RURAL

Au-delà de leur rôle de gestionnaire de la protection sociale agricole, les Caisses de Mutualité Sociale Agricole mettent en œuvre sur les territoires ruraux une action sociale bénéficiant à l'ensemble des populations.

Depuis 1998, l'accompagnement des jeunes a été retenu comme une des priorités, après le constat de conditions de vie en milieu rural moins favorables à leur épanouissement et à leur autonomie (1). Un plan d'action, « La MSA avec les Jeunes », a donc été proposé. Les objectifs en sont : promouvoir les potentialités des jeunes, favoriser leur accès aux loisirs et à la culture, les accompagner vers l'autonomie, faciliter leur insertion professionnelle, prévenir les éventuels comportements à risques et favoriser le dialogue intergénérationnel. Il s'agit de développer une approche des jeunes non sur le mode du « problème » mais sur celui de la « ressource ». En outre, la résolution des questions relatives à la jeunesse rurale ou agricole est étroitement liée à la dynamique sociale des territoires, le milieu rural devant être un espace de vie intégrateur, leur offrant des possibilités de s'exprimer et de prendre des responsabilités.

Pour autant, on ne peut pas faire comme si les jeunes ne disposaient d'aucune compétence individuelle ou collective pour penser leur environnement et agir sur lui. Leur participation à la définition, voire la réalisation des actions, est une réelle nécessité, impliquant en amont une démarche participative de diagnostic sur les territoires concernés. Lors de cette phase, l'expression des jeunes a non seulement pour objet d'appréhender leur vécu au-delà d'une analyse « objective » de leurs besoins, mais aussi de recueillir des idées d'actions sortant des réponses préétablies et offrant la possibilité de « faire de l'action sociale autrement ».

Les espaces ciblés par les Caisses départementales sont, soit des bassins de vie (vallées en zones de montagne, communautés de communes), soit des établissements scolaires (lycées agricoles particulièrement), etc. Les modes de sollicitation des jeunes sont variés et peuvent être utilisés en complémentarité : questionnaires, entretiens individuels ou collectifs auprès de groupes déjà constitués, réunions ouvertes à tous, participation à un comité de pilotage, constitution d'un groupe-relais comme interface avec les autres jeunes, etc.

Les groupes à l'origine des diagnostics peuvent devenir porteurs des actions conduites (2). Cette expérience les forme également au travail partenarial, notamment pour savoir situer la place et le rôle des divers acteurs à toutes les étapes du projet.

D'autre part, un effet notable induit par ce type de démarche est la reconnaissance sociale positive des jeunes, et plus particulièrement celle de leurs capacités à s'investir dans la vie locale. Comme groupes spécifiques (3), ils enrichissent les analyses et alimentent les perspectives de réalisations aussi bien à son égard qu'à celui du milieu social considéré.

Franck Darty, Éliane Denécheau
*Chargés de mission, Caisse Centrale
de la Mutualité Sociale Agricole*

(1) Carences de débouchés professionnels, politiques publiques ainsi qu'équipements et services spécifiques moins présents qu'en milieu urbain...

(2) Dans le département du Var, par exemple, un groupe de lycéens est intervenu sur l'objectif « Prévenir les comportements à risques ». Il a ensuite engagé des actions, comme la réalisation d'une exposition en partenariat avec des associations, un concours d'affiches dans trois lycées sur le thème de la toxicomanie, et de multiples rencontres avec les lycéens pour les « mobiliser ».

(3) Avec ses propres préoccupations et demandes, mais aussi la pertinence de ses réflexions concernant ses pairs.



Le diagnostic ne se fait pas sans problèmes, notamment du côté des élus. Les jeunes soulignent des besoins : faire venir l'ANPE, la Mission locale. Surtout, ils constatent des difficultés de logement. Les élus perçoivent cette expression des jeunes comme une contestation de leur action (10).

Comme Azia, Saï organise une bourse pour l'emploi (11). L'opération est rééditée en 2003. Alors que peu de jeunes originaires de la Vallée avaient profité de ces emplois saisonniers en 2002, l'année suivante beaucoup se sont présentés. Les premières initiatives mises en place (bourse aux idées, repas, sortie) ont eu du mal à rassembler les jeunes. Les prochaines actions (12) vont être travaillées avec quelques nouveaux jeunes afin de poursuivre la mobilisation. Saï rencontre des difficultés à inciter les jeunes à devenir force de proposition et à faire émerger des besoins, mais c'est un travail de longue haleine.

Une implication qui s'élargit

Si les jeunes du groupe de la Vallée d'Aspe sont proches des trente ans, ceux de la Vallée Garazi-Baïgorry sont particulièrement jeunes. Le MRJC (13) est à l'origine de ce groupe de 10 à 12 filles, âgées de 18 à 20 ans aujourd'hui. Le groupe rencontre Azia ; il est frappé par la similitude des situations. À 17 ans, il n'est pas évident de monter un projet. Pendant un camp, au mois d'août 2002, le groupe décide de passer deux ans à établir un diagnostic, avec l'objectif d'examiner toutes les possibilités de vivre et travailler au pays. Ce diagnostic se fait en commençant par une observation visuelle, auditive, etc., du territoire par les jeunes. À la suite de quoi, le groupe élabore des questions à poser aux élus, chefs d'entreprises, acteurs du tourisme, de la culture... En s'appuyant sur ces entretiens, le groupe mûrit sa propre vision : éléments de diagnostic et propositions d'action. Au camp d'août 2003, deux soirées publiques avec invitations des acteurs locaux et des jeunes permettent de restituer le diagnostic. « Les adultes, souligne Inaki, nous encouragent à faire connaître le document et à interpeller les élus. » Une dynamique pour associer au groupe initial un plus grand nombre de jeunes se met en place. Plusieurs pistes d'action paraissent possibles (14).

Les expériences ici relatées montrent clairement la prééminence du facteur humain dans le développement. Une de ses conditions est de miser sur la mobilisation, le co-engagement des acteurs « de base » entre eux, mais soutenus par les compétences et les ressources nécessaires aux réalisations de leurs projets (15). La mobilisation des acteurs semble d'autant plus effective qu'eux-mêmes ont été associés au diagnostic, voire étaient à l'initiative de celui-ci. Qui oserait dire qu'on ne peut pas compter sur les jeunes ?

Claude Royon (16)

(10) Pour apaiser la situation, les jeunes ont dû travailler leur communication avec les élus.

(11) Ce qui est une manière de se faire connaître à la fois des employeurs, qui transmettent une cinquantaine d'offres, et des jeunes

(12) Concert, projet de festival, lié à un projet humanitaire...

(13) Mouvement rural de la jeunesse chrétienne.

(14) La création d'une bourse de l'emploi pour les emplois saisonniers, une épargne solidaire pour soutenir les porteurs de projets, des voyages d'études pour élargir le regard et voir des réalisations engagées ailleurs, un travail qui mette en regard les besoins des entreprises et les compétences des jeunes.

(15) **Raymond Lacombe, Anne Froment et Ariel Sala,** « La prééminence du facteur humain », *Economie & Humanisme*, n° 350, octobre 1999.

(16) À partir d'une rencontre avec des jeunes, Hélène Capdevielle et Anthony Sans (Azia), Marion Palu (Saï), Inaki Berhocôirigoin (vallée Garazi-Baïgorri), à laquelle ont participé Bernadette Casemajor, Éliane Denécheau et Jean-Claude Yché pour la MSA.